

**ACHAT DE BOIS, DE PRODUITS ANNEXES LIÉS ET PRESTATIONS DE
FAÇONNAGE**

Numéro de consultation : **25-CP08-067-AC**

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Appel d'offres ouvert

ACCORD-CADRE MONO-ATTRIBUTAIRE A BONS DE COMMANDE

MARCHE DE FOURNITURE

*Code de la commande publique issu de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret
n° 2018-1075 du 3 décembre 2018*

*Le présent document décrit les modalités et les conditions dans lesquelles les réponses des candidats doivent
être apportées.
Les candidats sont invités à en prendre connaissance avant la remise de leur dossier.*

**Date et heure limites de dépôt des offres :
LUNDI 19 JANVIER 2026 À 12 HEURES**

Dépôt obligatoire par voie dématérialisée sur le profil acheteur

Date limite pour poser des questions : 09/01/2026

CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation fourni aux entreprises est composé des pièces suivantes :

- **Le présent règlement de la consultation ;**
- **Le cadre de présentation de candidature intégrant :**
 - L'identification du candidat
 - Les effectifs moyens du candidat pour chacune des 3 dernières années
 - Les chiffres d'affaires des trois derniers exercices
 - La présentation des références au cours des trois dernières années pour des volumes comparables à ceux du Centre Pompidou
- **L'accord-cadre valant cahier des clauses particulières et acte d'engagement ;**
- **Le bordereau des prix unitaires (document contractuel à remplir obligatoirement par le candidat) ;**
- **Le détail quantitatif estimatif (document non contractuel à remplir obligatoirement par le candidat) ;**

Ce document comporte 16 pages y compris la page de garde

SOMMAIRE

ACHAT DE BOIS, DE PRODUITS ANNEXES LIÉS ET PRESTATIONS DE FAÇONNAGE.....	1
ARTICLE 1 – ORGANISME QUI PASSE L’ACCORD-CADRE	4
ARTICLE 2 – CONTEXTE ET OBJET DE L’ACCORD-CADRE	4
2.1 CONTEXTE.....	4
2.2 OBJET DE L’ACCORD-CADRE	4
2.4 FOURNITURES ET PRESTATIONS EXCLUES DE L’ACCORD CADRE	5
ARTICLE 3 – CARACTÉRISTIQUES DE L’ACCORD-CADRE	5
3.1 NATURE DE L’ACCORD-CADRE	5
3.2 FORME DE L’ACCORD-CADRE	5
3.3 MONTANT DE L’ACCORD-CADRE	5
3.4 DUREE DE L’ACCORD-CADRE.....	5
3.5 OPTIONS	5
ARTICLE 4 – PROCEDURE DE PASSATION	6
ARTICLE 5 – VARIANTES – PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES.....	6
5.1 VARIANTES	6
5.2 PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES (PSE)	6
ARTICLE 6 – MODALITÉS DE REPONSE	6
6.1 MODALITES DE REPONSE EN CAS DE GROUPEMENT	6
6.2 MODALITÉS DE RÉPONSE EN CAS DE SOUS-TRAITANCE	7
6.3 MODALITÉS DE RÉPONSE EN CAS DE PRISE EN COMPTE DANS LA RÉPONSE DE LA CAPACITÉ D’OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES AUTRES QUE DES CO-TRAITANTS OU DES SOUS-TRAITANTS.....	7
ARTICLE 7 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	7
7.1 LES DOCUMENTS RELATIFS À LA CANDIDATURE.....	8
RENSEIGNEMENTS D’ORDRE ADMINISTRATIF ET JURIDIQUE SUR L’ENTREPRISE QUI SE PORTE CANDIDATE	8
RENSEIGNEMENTS PERMETTANT D’APPRÉCIER LES CAPACITÉS FINANCIÈRES, TECHNIQUES ET PROFESSIONNELLES DU CANDIDAT :	8
7.2 DOCUMENTS CONSTITUANT L’OFFRE DU CANDIDAT.....	8
MODALITÉS DE TRANSMISSION DES ÉCHANTILLONS	9
ARTICLE 8 – MODALITE DE REPONSE ELECTRONIQUE	10
ARTICLE 9 – SÉLECTION DES CANDIDATS - CHOIX DE L’OFFRE ECONOMIQUEMENT LA PLUS AVANTAGEUSE	12
9.1 OUVERTURE DES PLIS	12
9.2 EXAMEN DES CANDIDATURES	12
9.3 EXAMEN DES OFFRES.....	13
9.4 DELAI DE VALIDITE DE L’OFFRE	14
9.5 DISCORDANCES ENTRE LES PIÈCES	14
ARTICLE 10 – MODALITES D’ATTRIBUTION DE L’ACCORD-CADRE	14
ARTICLE 11 – MODIFICATION DE DÉTAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION.....	14
ARTICLE 12 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	15
ARTICLE 13 – TRAITEMENT DES INFORMATIONS COMPORTANT DES DONNEES PERSONNELLES	15
ARTICLE 14 – LANGUE FRANÇAISE.....	15
ARTICLE 15 – INTERDICTION D’ATTRIBUER OU D’EXÉCUTER DES CONTRATS DE LA COMMANDE PUBLIQUE AVEC LA RUSSIE.....	15
ARTICLE 16 – VOIES DE RECOURS	16

ARTICLE 1 – ORGANISME QUI PASSE L'ACCORD-CADRE

Pouvoir adjudicateur : Le Centre National d'Art et de Culture Georges Pompidou ; Etablissement Public Administratif de l'Etat ayant son siège 75191 Paris Cedex 04

ARTICLE 2 – CONTEXTE ET OBJET DE L'ACCORD-CADRE

2.1 CONTEXTE

La passation de ce marché intervient alors que le site principal du Centre Pompidou ferme progressivement au public afin d'engager un programme ambitieux de plusieurs années de rénovation et de réaménagement de ses espaces.

Les activités de l'établissement vont alors cesser au sein du site principal et se déployer hors les murs et également dans le cadre de multiples partenariats avec des lieux culturels à Paris, en région et à l'international. Avec le déménagement des ateliers du bâtiment principal, de nouveaux lieux de livraison seront à prendre en compte, notamment, le bâtiment Lumière (Paris 12^{ème}), les réserves du Centre (Paris Nord) et à Massy dès mise en service de ce Centre Pompidou Francilien.

A la veille de cette importante opération de travaux (2025-2030), le Centre Pompidou a également développé dispositif exceptionnel, un programme appelé « Centre Pompidou | Constellation », reposant sur des partenariats avec des lieux et des institutions de tout premier plan, à Paris comme en Région telles qu'à titre d'exemple et de façon non exhaustive, le GrandPalaisRmn, le Centre des monuments nationaux, MK2 bibliothèque, Mnam-Vp, Musée du Louvre etc. ...pour organiser une présentation régulière d'expositions, ainsi que mener des projets d'éducation et de médiation artistique et culturelle ou y présenter des spectacles et des conférences.

C'est dans ce contexte que le projet d'accord-cadre, objet de la présente consultation, est conclu.

2.2 OBJET DE L'ACCORD-CADRE

La présente consultation a pour objet la fourniture de bois communs, de produits et de prestations de façonnage annexes pour le Centre Pompidou.

2.3 PERIMETRE DE L'ACCORD CADRE

Par dérogation au principe du droit à l'exclusivité détenu par le titulaire sur les prestations objets du présent accord-cadre, le Centre Pompidou se réserve le droit de solliciter d'autres prestataires tiers pour les achats et prestations de même nature.

Ce marché n'est donc pas destiné à couvrir tous les besoins de la personne publique.

En effet, le Centre Pompidou peut, notamment, être amené à confier, dans le cadre de partenariats ou d'accords-commerciaux ponctuels voire de mécénats en nature, l'acquisition de fournitures et des prestations techniques de tous types et qui pourraient concerner le bois et des prestations liées.

Dans ce cas de figure, le Centre Pompidou informe immédiatement le titulaire de la conclusion de ces accords ainsi que des modifications qui peuvent intervenir en cours d'exécution.

Au terme de ces accords, le Centre peut être amené à effectuer des demandes directes auprès d'un tiers partenaire, dans cette hypothèse, le titulaire ne pourra opposer son droit d'exclusivité ni réclamer d'indemnité.

Par ailleurs, la fourniture de bois et les prestations de façonnage des opérations de travaux d'aménagement menuisés et décoratifs et de tissu des expositions et manifestations qui pourraient être conclues dans le contexte de marchés liés à un accord-cadre spécifique faisant l'objet de consultations par expositions.

Enfin, le Centre Pompidou se réserve le droit de confier à un autre prestataire, l'achat de bois et la commande de prestations liées, dont la livraison s'effectuerait en région qui entraînerait un coût global (fournitures, prestations et livraison) supérieur à 10% d'un achat auprès d'un tiers.

En ce sens, le titulaire ne peut prétendre à l'exclusivité des commandes de bois et prestations annexes du Centre Pompidou.

2.4 FOURNITURES ET PRESTATIONS EXCLUES DE L'ACCORD CADRE

- La fourniture de bois et/ou prestations liées faisant l'objet d'accords de partenariats ou commerciaux sont exclues ;
- La fourniture de bois et/ou prestations liées faisant l'objet de mécénats en nature ;
- La fourniture de bois et/ou prestations liées des travaux d'aménagement conclues dans le contexte de marchés liés à un accord-cadre spécifique faisant l'objet de consultations par expositions ;
- La fourniture de bois et/ou prestations livrables en régions dont le coût serait supérieur à 10% de celui d'un tiers fournisseur.

ARTICLE 3 – CARACTÉRISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

3.1 NATURE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est un accord-cadre de fournitures et de services.

3.2 FORME DE L'ACCORD-CADRE

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commande conformément aux articles L2125-1 et R2162-1, R2162-2, R2162-2, R2162-4, R2162-5, R2162-6, R2162-13 et R2162- 14 du code de la commande publique.

Il sera exécuté par l'émission de bons de commande successifs selon les besoins.

Chaque bon de commande précisera celles des prestations décrites dans le contrat dont l'exécution est demandée. Il en déterminera la quantité.

3.3 MONTANT DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre sera conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 400 000 € HT (quatre cent mille euros hors taxes), sur l'ensemble de la durée d'exécution des prestations, reconductions comprises, soit quatre (4) ans maximum.

3.4 DUREE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu pour une **durée initiale d'1 (un) an à compter de sa date de notification** au titulaire, laquelle s'entend comme la date à laquelle le courrier de notification est indiqué comme ayant été délivré via la messagerie du profil d'acheteur (PLACE) du Centre.

Cette durée correspond à la période pendant laquelle le Centre Pompidou peut notifier des bons de commande au titulaire.

3.5 OPTIONS

L'accord-cadre est reconductible (3 fois) pour une durée d'un an par décision tacite prise par le pouvoir adjudicateur. En cas de non reconduction, le titulaire est informé par écrit avant la fin de l'accord cadre. Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

En cas de non reconduction de l'accord-cadre, les marchés subséquents et/ou bons de commande en cours d'exécution restent valables et exécutables intégralement sauf décision contraire et expresse du pouvoir adjudicateur.

Nota important :

Le site principal du Centre Pompidou a fermé au public pour travaux en septembre 2025 pour une durée d'environ 5 ans.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que le Centre Pompidou pourra, le cas échéant et en fonction de la situation de ladite fermeture, prendre une décision de :

- **Non reconduction à une date anniversaire de l'accord-cadre ;**
- **Reconduction (expresse) avec interventions dans d'autres lieux parisiens, de la région parisienne, ou tout autre région de France métropolitaine.**

En application de l'article R2122-7 du code de la commande publique, la réalisation de prestations similaires à celle de l'accord-cadre ou du marché pourra être exécutée par le titulaire de l'accord-cadre ou du marché dans le cadre d'un ou de plusieurs marchés qui seront passés ultérieurement à la notification du présent accord-cadre ou du marché dans le cadre d'une procédure négociée sans mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ce ou ces marchés peuvent être conclu(s) ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

3.6 ALLOTISSEMENT

Conformément à l'article L2113-11 du Code de la commande publique, le Centre Pompidou décide de ne pas allouer cet accord-cadre, la dévolution en lots séparés risquerait de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations.

ARTICLE 4 – PROCEDURE DE PASSATION

La présente consultation est lancée selon un appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2122-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

CODE CPV principal : 03410000-7 - bois – 03419000-0 produit du bois.

ARTICLE 5 – VARIANTES – PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES

5.1 VARIANTES

Les candidats ne sont pas autorisés à présenter des variantes par rapport aux spécifications définies dans le cahier des charges.

5.2 PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES (PSE)

La présente consultation ne prévoit pas de prestation supplémentaire éventuelle.

ARTICLE 6 – MODALITÉS DE REPONSE

Les candidats devront remettre obligatoirement un dossier de candidature en vue de la sélection des entreprises dans les conditions décrites ci-après.

Les candidats devront remettre obligatoirement :

- les documents relatifs à la candidature ;
- les documents constituant l'offre.

6.1 MODALITES DE REPONSE EN CAS DE GROUPEMENT

Les opérateurs économiques peuvent présenter des candidatures individuelles ou, conformément aux dispositions de l'article R. 2142-19 du code de la commande publique, sous forme de groupement, dans les conditions suivantes :

- le présent marché objet de la présente consultation sera conclu, soit avec un seul opérateur économique, soit avec des opérateurs économiques groupés ;

- les candidats ne peuvent pas présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en agissant en qualité de membres de plusieurs groupements.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'en cas de groupement d'opérateurs économiques, en application des dispositions de l'article R. 2142-25 du code de la commande publique, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale ; il n'est pas exigé que chaque entreprise ait la totalité des compétences techniques requises pour l'exécution du marché. Néanmoins, dans ce cas :

- le groupement devra produire le formulaire DC1 ou un DUME présentant chaque entreprise constituant le groupement et habilitant l'entreprise mandataire à présenter le dossier ; ce document devra être produit en un seul exemplaire pour l'ensemble du groupement ; le DC1 est téléchargeable sur le site du Ministère de l'économie et des finances : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>
- et, chaque entreprise constituant le groupement devra fournir l'ensemble des documents et renseignements demandés dans l'avis de publicité pour la candidature.

Le Centre Pompidou n'impose aucune forme de groupement.

6.2 MODALITÉS DE RÉPONSE EN CAS DE SOUS-TRAITANCE

Pour justifier de ses capacités professionnelles ou techniques relatives aux prestations de services objet du marché, le candidat peut demander que soient également prises en compte des capacités professionnelles et techniques d'un ou de plusieurs sous-traitants.

Le candidat présente son ou ses sous-traitant(s) en remettant un acte spécial de sous-traitance (DC4) téléchargeable sur le site de la DAJ (direction des affaires juridiques).

L'acte spécial de sous-traitance doit être signé conjointement par le candidat et son sous-traitant.

Il joint à cet imprimé de déclaration de sous-traitance les documents suivants :

- Le DC2 ou équivalent
- L'engagement écrit du candidat et du sous-traitant justifiant que ce dernier sera disponible pour l'exécution du marché sur toute sa durée

6.3 MODALITÉS DE RÉPONSE EN CAS DE PRISE EN COMPTE DANS LA RÉPONSE DE LA CAPACITÉ D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES AUTRES QUE DES CO-TRAITANTS OU DES SOUS-TRAITANTS

Le candidat peut demander, pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières concernant la prestation, que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques ou financières d'autres opérateurs économiques.

Dans ce cas, le candidat devra :

- Justifier des capacités de ces opérateurs en produisant les renseignements exigés au stade des candidatures dans l'avis de publicité

Et

- Justifier qu'il en disposera pour l'exécution de l'accord-cadre en produisant un engagement écrit de l'opérateur.

ARTICLE 7 – PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidats devront remettre obligatoirement un dossier de candidature en vue de la sélection des entreprises dans les conditions décrites ci-après.

Le dossier de candidature comprend impérativement les documents et renseignements figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence dans les conditions décrites dans le présent article.

Les documents remis par les candidats doivent être rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Les candidats devront remettre obligatoirement :

- Les documents relatifs à la candidature
- Les documents constituant l'offre

Il est précisé aux candidats que les documents transmis dans le cadre de cette consultation doivent :

- Être clairs, concis et précis
- S'en tenir à apporter des réponses aux questions posées et aux exigences formulées par le Centre Pompidou

7.1 LES DOCUMENTS RELATIFS À LA CANDIDATURE

Les candidats devront remettre obligatoirement les documents et renseignements suivants :

RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF ET JURIDIQUE SUR L'ENTREPRISE QUI SE PORTE CANDIDATE

1. La lettre de candidature ou le formulaire DC1 ou DUME à compléter ;
2. *En cas de candidature présentée par un groupement d'entreprises* : les documents listés à l'article 8.1 - Modalités de réponse en cas de groupement, *ci-dessus* ;
3. *En cas de sous-traitant présenté dans le dossier (prestations sous-traitées égales ou supérieures à 600 euros T.T.C.)* : les documents listés à l'article 9.2 - Modalités de réponse en cas de sous-traitance, *ci-dessus* ;
4. *En cas de candidature présentée par une entreprise en situation de redressement judiciaire* : la copie du jugement prononcé.

RENSEIGNEMENTS PERMETTANT D'APPRÉCIER LES CAPACITÉS FINANCIÈRES, TECHNIQUES ET PROFESSIONNELLES DU CANDIDAT :

- Le cadre de présentation des capacités techniques et professionnelles intégrant :
 - L'identification du candidat
 - Les effectifs moyens du candidat pour chacune des 3 dernières années
 - Les chiffres d'affaires des trois derniers exercices¹
 - La présentation des références au cours des trois dernières années pour des volumes comparables à ceux du Centre Pompidou

Le candidat pourra prouver sa capacité financière par tout autre document considéré comme équivalent par le Centre Pompidou s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés dans l'avis de publicité pour apprécier sa capacité financière (exemple : attestation d'un commissaire aux comptes, déclarations de contrats en cours justifiant le futur chiffre d'affaires, compte de résultats etc...)

NB : le cadre de présentation est fourni dans le dossier de consultation.

7.2 DOCUMENTS CONSTITUANT L'OFFRE DU CANDIDAT

Le candidat devra remettre impérativement les documents suivants :

- 1. L'acte d'engagement valant cahier des clauses particulières à compléter en original par un représentant habilité de la société ;**

¹ Conformément à l'article 3 de l'ordonnance du 17 juin 2020, l'acheteur ne tiendra pas compte de la baisse du chiffre d'affaires intervenue au titre du ou des exercices sur lesquels s'imputent les conséquences de la crise sanitaire liée à l'épidémie de covid-19. Les dispositions de l'article 3 précitées s'appliquent jusqu'au 31 décembre 2023.

***NB :** dans le cadre de cette consultation, le pouvoir adjudicateur n'exige pas la signature électronique de l'acte d'engagement au stade de la remise des offres.*

Avant la notification du marché, l'attributaire pourra cependant être invité à signer électroniquement l'acte d'engagement, conformément aux dispositions décrites en annexe au présent règlement, ou à remettre un acte d'engagement comportant une signature manuelle originale.

L'attributaire ne peut pas refuser de procéder à la signature de son acte d'engagement et de ses éventuelles annexes ;

2. Le bordereau des prix unitaires (B.P.U.) intégralement complété par le candidat ;

Il est précisé que le Centre Pompidou intègre un seuil de tolérance pour le remplissage du BPU fixé à un maximum de 10 lignes de prix non remplies. Ce seuil de tolérance ne porte pas sur les prix repris au DQE ni sur les lignes 100 à 119.

3. Le détail quantitatif estimatif (DQE) intégralement complété, étant précisé que les quantités renseignées dans le DQE sont données à titre indicatif par le Centre Pompidou ;

4. Un mémoire justificatif détaillant les points suivants :

- **Modalités de livraisons** (description des emballages effectués suivant les typologies de produit, emballage direct sur le matériau, protection mise en place sous les produits emballés (sol), dans les véhicules de transport ...) mises en œuvre pour que les produits livrés soient conformes à la commande, en bon état, et livrés dans les délais impartis (cf. article 6.1.3 de l'AE-CCP).
- **Description de la gestion des approvisionnements** (modalité d'approvisionnement, disponibilité des produits en stock, importance et variété des stocks...)
- **Mesures mises en œuvre par l'entreprise pour garantir, conformément au règlement européen n° 2023/1115 dit RDUE :**
 - la provenance des essences de bois : localisation des parcelles de production, ...
 - la traçabilité des essences de bois : déclaration de diligence raisonnée, ...
 - l'atteinte de l'objectif « zéro déforestation »
- **Condition de stockage des produits avant leur livraison** (stockage en intérieur, en extérieur protégé des intempéries etc...)
- **Descriptif de l'atelier de menuiserie et de ses équipements et outillages du candidat ;**

5. Les échantillons suivants sont attendus :

- CP41 Peuplier 10 cm l x 10 cm L -10mm
- CP 43 Peuplier 10 cm l x10 cm L – 15mm
- CP 52 Triply 10 cm l x 10 cm L – 27 mm
- BM 87 Chevron 8 cm l x 11 cm L
- BM89 planche sapin 10 cm l x10 cm L

Ces 5 références étant demandées en échantillon obligatoire, les 5 prix correspondant dans le BPU sont à renseigner obligatoirement.

MODALITÉS DE TRANSMISSION DES ÉCHANTILLONS

Les échantillons détaillés ci-dessus devront être reçus par le Centre Pompidou au plus tard à la date et heure limites annoncées dans l'avis d'appel public à la concurrence et en page de garde du présent document, comportant les mentions ci-dessous et aux adresses suivantes :

Numéro de consultation : 25-CP08-067-AC

ACHAT DE BOIS, DE PRODUITS ANNEXES LIES ET PRESTATIONS DE FAÇONNAGE

ECHANTILLONS

NE PAS OUVRIR
Centre Pompidou
Service de l'achat public
4 rue Brantôme
75191 PARIS

- soit par courrier (sous pli recommandé avec accusé de réception) à **l'adresse suivante** :

Centre Pompidou
Service de l'achat public
4 rue Brantôme
75191 PARIS

- soit déposés sur place contre récépissé en se présentant du lundi au vendredi sauf jours fériés, de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 17 h à **la même adresse**.

Il est important de rappeler que si les échantillons ne sont pas livrés dans le délai imparti ou s'il est constaté des éléments manquants, l'offre du candidat concerné sera éliminée.

6. En cas de présentation d'un sous-traitant dans l'offre (prestations sous-traitées égales ou supérieures à 600 € T.T.C) : l'acte spécial de sous-traitance.

ARTICLE 8 – MODALITE DE REPONSE ELECTRONIQUE

Important

Depuis le 1er janvier 2010, conformément à l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, l'identification des opérateurs économiques pour accéder aux documents de la consultation n'est plus obligatoire.

Néanmoins, il est fortement recommandé aux candidats de créer un compte et de s'identifier préalablement sur la plateforme de dématérialisation avant de télécharger le dossier de consultation, pour être informés des rectificatifs/compléments qui lui seraient apportés, des éventuelles modifications de la consultation et des réponses apportées par le pouvoir adjudicateur aux questions posées par d'autres candidats. L'adresse courriel indiquée dans le formulaire de retrait sera utilisée comme seule voie d'information des candidats via la Plateforme sur les éventuelles modifications ou informations complémentaires indiquées ci-dessus. Il appartient aux candidats de relever leur courrier électronique sur une base régulière. Dès lors, la responsabilité du pouvoir adjudicateur ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée, s'il n'a pas consulté ses messages en temps utile, ou s'il a fait un retrait anonyme.

Les candidats qui ne s'identifieront pas préalablement ne pourront donc être alertés. En aucun cas, le pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu responsable du manque d'information des candidats qui ne se seraient pas inscrits ou qui n'auraient pas téléchargé les mises à jour des documents modifiés.

Avertissement technique

En disposant d'une bande passante effective de 128 kbps, une minute est nécessaire pour télécharger un fichier de 1 Mo.

L'attention des candidats est donc attirée sur la durée d'acheminement des plis électroniques volumineux : c'est en effet la date et l'heure de fin d'acheminement qui font foi lors de la remise d'une réponse dématérialisée.

Les candidats sont donc invités à intégrer les marges de manœuvre nécessaires à leur processus de réponse et à tenir compte des délais d'acheminement.

Le Centre Pompidou ne peut être tenu pour responsable du délai d'acheminement d'un pli électronique.

Tout dépôt sur une plate-forme de dématérialisation, sur un site internet ou sur une adresse électronique autre que celle indiquée dans le présent document est nul et non avenu.

Les candidats disposent sur la plateforme indiquée ci-dessous du Centre Pompidou d'une aide pour les procédures électroniques qui exposent le mode opératoire relatif au dépôt des candidatures et des offres.

L'entreprise devra préalablement contrôler tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre par un antivirus tenu à jour. Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par le Centre Pompidou peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

Signature électronique

Les candidatures et offres transmises par voie électronique ou envoyées sur support physique électronique sont signées par l'opérateur économique au moyen d'un certificat de signature électronique de niveau 3 qui garantit notamment l'identification du candidat.

Chaque document pour lequel une/des signature(s) est (sont) demandée(s) dans le présent règlement de la consultation doit être signé électroniquement. Une simple signature du dossier zip est insuffisante.

Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

Les fichiers constitutifs de la candidature et de l'offre du candidat doivent être signés avec la fonctionnalité de signature individuelle de documents accessible sur la plate-forme : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Néanmoins, si le candidat utilise un autre outil pour signer électroniquement ses documents, celui-ci transmet, avec les documents signés, les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Ce mode d'emploi contient, au moins, les informations suivantes :

- 1° La procédure permettant la vérification de la validité de la signature ;
- 2° L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

Signature électronique en cas de sous-traitance ou de groupement

Signature électronique en cas de sous-traitance :

Dans le cas où un sous-traitant est déclaré au stade de la candidature, celui-ci peut joindre un acte spécial de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur le site de la direction des affaires juridiques). Cet acte spécial doit être signé conjointement ET électroniquement par le candidat et son sous-traitant.

Signature électronique en cas de groupement :

Dans le cas de groupement autorisé de candidats, l'acte d'engagement et tout document nécessitant une signature devra être signé électroniquement soit par le mandataire expressément désigné et tous les membres soit par le mandataire du groupement, s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises.

Conditions d'envoi et de remise des dossiers des entreprises :

Le pli doit être reçu par le Centre Pompidou au plus tard à la date et heure limites annoncées dans l'avis d'appel public à la concurrence et en page de garde du présent document, dans les conditions et aux adresses suivantes :

- par voie électronique à l'adresse suivante : www.marches-publics.gouv.fr

Il est possible d'envoyer également par voie papier une copie de sauvegarde, celle-ci devra être envoyée par courrier sous pli recommandé avec accusé de réception avec la mention « COPIE DE SAUVEGARDE » :

« NE PAS OUVRIR – 25-CP08-067-AC | ACHAT DE BOIS, DE PRODUITS ANNEXES LIES ET PRESTATIONS DE FAÇONNAGE - Copie de sauvegarde »

- Soit remise en main propre contre récépissé, à l'adresse suivante :

Centre Pompidou
Service de l'achat public
4 rue Brantôme
75191 PARIS

- Soit déposée sur place contre récépissé en se présentant du lundi au vendredi sauf jours fériés, de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 17 h 00 à la même adresse.

Très important :

- ✓ **L'attention des candidats est attirée sur le fait que les plis non parvenus à la date et heure limites ne seront pas pris en compte.**
- ✓ **Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des plis indiqué sur la page de garde.**

Les candidats sont informés que la copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'article R.2132-11 du Code de la Commande publique fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

ARTICLE 9 – SÉLECTION DES CANDIDATS - CHOIX DE L'OFFRE ECONOMIQUEMENT LA PLUS AVANTAGEUSE

La procédure est ouverte : tout candidat ayant retiré un dossier de consultation peut remettre une offre.

9.1 OUVERTURE DES PLIS

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites de réception des offres annoncées dans l'avis d'appel public à la concurrence et sur la page de garde du présent document.

À l'issue de l'ouverture des plis, si le Centre Pompidou constate que des pièces dont la production est demandée sont absentes ou incomplètes, il pourra décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai identique pour tous les candidats.

9.2 EXAMEN DES CANDIDATURES

A l'issue de l'examen des candidatures, le représentant du pouvoir adjudicateur éliminera :

- Les candidats en redressement judiciaire qui ne bénéficient pas d'un plan de redressement ou qui ne justifient pas avoir été habilités à poursuivre leurs activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché conformément à l'article L2141-3 3° du code de la commande publique ;
- Les candidatures incomplètes qui, le cas échéant après mise en œuvre de la faculté dont dispose le pouvoir adjudicateur de demander des compléments, ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées aux articles R.2142-1 et suivants du code de la commande publique ;
- Les candidats qui ne présentent pas des garanties professionnelles, financières et techniques suffisantes pour l'exécution du marché
- Les candidatures portant atteinte aux règles relatives à la liberté de prix et à la concurrence ;

Les candidats sont informés que lorsque les candidatures sont transmises par voie électronique et sont rejetées en application de l'article R.2144-7 du code de la commande publique, l'offre correspondante est effacée des fichiers du Centre Pompidou sans avoir été lue.

A l'issue de l'ouverture des plis, si le Centre Pompidou constate que des pièces dont la production est demandée sont absentes ou incomplètes, il pourra décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai unique pour tous les candidats.

9.3 EXAMEN DES OFFRES

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères et des sous-critères définis comme suit :

	Critères et sous-critères	Pondération des critères et sous-critères
1	Valeur technique de l'offre : <i>L'examen du critère et des sous-critères se fera au regard de la note méthodologique et des échantillons</i>	55 points
1.1	Description de la gestion des approvisionnements (modalité d'approvisionnement, disponibilité des produits en stock, importance et variété des stocks...) Mesures mises en œuvre par l'entreprise pour garantir la provenance et la traçabilité des essences de bois.	15 points
1.2	Modalités de livraisons (description des emballages effectués suivant les typologies de produit, emballage direct sur le matériau, protection mise en place sous les produits emballés (sol), dans les véhicules de transport ...) mises en œuvre pour que les produits livrés soient conformes à la commande, en bon état, et livrés dans les délais impartis (cf. article 6.1.3 de l'AE-CCP).	15 points
1.3	Descriptif de l'atelier de menuiserie et de ses équipements et outillages du candidat	5 points
1.4	Dispositions mises en place pour répondre aux urgences	5 points
1.5	Echantillons L'examen du critère se fera au regard des échantillons remis par le candidat sur les sous critères suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Qualité et résistance des matières • Finitions et esthétique des échantillons présentés 	15 points
2	Prix des prestations : <i>L'examen du critère et des sous-critères se fera au regard du BPU et du DQE qui auront été complétées par les entreprises.</i>	35 points
2.1	Prix des prestations <i>L'examen du sous critère se fera au regard du montant HORS TAXE total des prestations issues du DQE</i>	20 points
2.2	Prix unitaires <i>L'examen du sous critère se fera au regard de 5 prix unitaires prévus dans le BPU chacun noté sur 2 points, non compris au DQE et choisis par le Centre Pompidou</i>	10 points
2.3	Taux de remises	5 points
3	Démarche environnementale Les offres démontrant les éléments suivants seront valorisées : <ul style="list-style-type: none"> • la proximité des lieux de transformation des bois, permettant de limiter l'empreinte carbone liée au transport ; • les mesures adoptées en faveur de la lutte contre la déforestation importée ; • le recours à des savoir-faire locaux reconnus de la filière bois. Les candidats devront fournir tout document justificatif (certification, label, bilan carbone de transport, attestations de transformation locale, déclaration de diligence raisonnée, etc.). Toutes autres mesures prises par le candidat en lien avec l'objet du marché	10 points

À l'issue de l'examen des offres, seront éliminées les offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées conformément aux dispositions de l'article L2152-2 et R2152-1 à R2152-2 du code de la commande publique, le cas échéant après mise en œuvre de la faculté dont dispose le pouvoir adjudicateur de régulariser les offres.

9.4 DELAI DE VALIDITE DE L'OFFRE

La durée de validité des offres est de 180 jours calendaires à compter de la date limite de remise des offres.

9.5 DISCORDANCES ENTRE LES PIÈCES

En cas de discordance entre les prix du bordereau des prix et ceux mentionnés dans le devis quantitatif estimatif, les prix du bordereau des prix unitaires seront pris en compte lors de l'analyse de l'offre. Dans cette hypothèse, de même qu'en cas d'erreur de multiplication, d'addition ou de report constatés dans le devis, ceux-ci seront recalculés par le pouvoir adjudicateur sur la base des prix indiqués au bordereau des prix unitaires. Le montant recalculé servira de référence pour l'analyse et le classement des offres.

ARTICLE 10 – MODALITES D'ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE

Conformément au programme « dites-le nous une fois », permettant aux candidats de ne plus avoir à fournir un document lorsque celui-ci a déjà été transmis à une administration, le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché n'est pas tenu de fournir les certificats suivants :

- Le certificat attestant la souscription des déclarations et paiements prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales
- Le certificat attestant de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L 243-15 du code de sécurité sociale délivré par l'agence centrale des organismes de sécurité sociale
- Le certificat de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L 243-15 du code de sécurité sociale délivré par la mutuelle sociale agricole
- Le certificat de cotisation retraite délivrée par l'organisme Pro BTP

Toutefois, en cas d'impossibilité de se procurer les certificats ci-dessus directement auprès des administrations ou organismes, le Centre Pompidou en demande communication au soumissionnaire dans le courrier l'informant que son offre est susceptible d'être retenue.

Si le soumissionnaire pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations demandés par le Centre Pompidou, son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du soumissionnaire sera prononcée par la personne habilitée à représenter le Pouvoir Adjudicateur qui présentera la même demande au soumissionnaire suivant dans le classement des offres.

L'attribution sera définitive lorsque le candidat aura fourni ces documents.

Le soumissionnaire établi à l'étranger produit des certificats établis par les administrations et organismes du pays d'origine.

ARTICLE 11 – MODIFICATION DE DÉTAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

Le Centre Pompidou se réserve le droit d'apporter, au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres, des **modifications de détails** au dossier de consultation.

Le délai de 10 jours est décompté à partir de la date à laquelle ces modifications ont été envoyées aux entreprises candidates. Si la date limite de remise des offres est reportée, cette disposition est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 12 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements d'ordre technique ou administratif qui leur seraient nécessaires au cours de l'examen du dossier de consultation et/ou de l'élaboration de leur réponse, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres une demande écrite sur la plateforme de dématérialisation : www.marches-publics.gouv.fr

Les réponses aux questions parvenues dans ce délai seront envoyées à tous les candidats au plus tard 6 jours avant la date limite pour la réception des offres.

Il ne sera répondu à aucune question orale.

ARTICLE 13 – TRAITEMENT DES INFORMATIONS COMPORTANT DES DONNEES PERSONNELLES

Les informations recueillies lors de la procédure et dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre et/ou des marchés subséquents font l'objet de traitements informatiques par le responsable de traitement du Centre Pompidou. Elles sont susceptibles de contenir des données permettant l'identification de personnes privées (nom, prénom, qualité ou fonction et coordonnées professionnelles des représentants du titulaire).

Ces données, ayant pour finalité d'assurer le suivi de la présente procédure et de permettre au Centre Pompidou de s'affranchir de ses obligations légales en matière de durée d'utilité administrative, sont conservées durant toute la durée nécessaire à l'exécution de la présente procédure et, le cas échéant, dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre et/ou des marchés. Elles sont destinées exclusivement aux membres de l'équipe projet du Centre Pompidou ainsi qu'aux agents de la Direction Juridique et Financière qui veillent au respect des procédures administratives.

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, puis à compter du 25 mai 2018 au règlement (UE) 2016/679 dit « Règlement général sur la protection des données », les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement aux informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. Pour toute question relative à l'exercice de ces droits, vous pouvez écrire au Délégué à la Protection des Données du Centre Pompidou, à l'adresse suivante : dpo@centrepompidou.fr

ARTICLE 14 – LANGUE FRANÇAISE

Tous les échanges écrits et verbaux sont effectués en langue française (France).

Le Centre Pompidou est en droit de ne pas examiner les candidatures et les offres qui ne seraient pas remis dans cette langue ou d'exiger une traduction française, s'il use de sa faculté de régularisation des candidatures et des offres.

ARTICLE 15 – INTERDICTION D'ATTRIBUER OU D'EXÉCUTER DES CONTRATS DE LA COMMANDE PUBLIQUE AVEC LA RUSSIE

Conformément au 23 de l'article 3 terdecies du règlement (UE) n° 2022/576 du Conseil du 8 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n° 833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine, les candidats sont informés que le Centre Pompidou ne pourra attribuer le présent marché public à :

- a) Un ressortissant russe, ou une personne physique ou morale, une entité ou un organisme établi en Russie
- b) Une personne morale, une entité ou un organisme dont plus de 50 % des droits de propriété sont détenus, directement ou indirectement, par une entité visée au point a)

c) Ou une personne physique ou morale, une entité ou un organisme agissant pour le compte ou selon les instructions d'une entité visée au point a) ou b)

y compris, lorsqu'ils représentent plus de 10 % de la valeur du marché, les sous-traitants, fournisseurs ou entités aux capacités desquels il est recouru au sens des directives sur les marchés publics.

ARTICLE 16 – VOIES DE RECOURS

L'instance chargée des procédures éventuelles de recours est :

Tribunal administratif de Paris
7, rue de Jouy | 75181 Paris cedex 04
Tél. : 01 44 59 44 00 | Fax : 01 44 59 46 46
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr
<http://paris.tribunal-administratif.fr>

Les renseignements relatifs à l'introduction de recours peuvent être obtenus auprès de cette même instance.